

**Ordonnance n° 025/PR/2015 portant modification de l'article 35 de la Loi
n° 020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des
services de l'Etat. Le Président de la République, Chef de l'Etat ;**

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 10/2015 du 14 juillet 2015 autorisant le Président de la République à légiférer par ordonnances pendant l'intersession parlementaire ;

Vu la loi n° 020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu la loi n° 001/2005 du 01/02/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la fonction publique, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'ordonnance n° 003/PR/2014 du 19 février 2014 portant modification et suppression de certaines dispositions de la loi n° 020/2005 du 3 janvier 2006 fixant les règles de création, d'organisation et de gestion des services de l'Etat ;

Vu le décret n° 0309/PR/MFPRAMCJI du 25 septembre 2014 portant attributions et organisation du Ministère de la Fonction Publique, de la Réforme Administrative et de la Modernisation des Cadres Juridiques et Institutionnels ;

Vu le décret n° 0033/PR du 24 janvier 2014 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 0353/PR du 03 octobre 2014 fixant la composition du Gouvernement de la République ;

Le Conseil d'Etat consulté ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

ORDONNE :

Article 1er : Les dispositions de l'article 35 de la loi n° 20/2005 du 3 janvier 2006 susvisée sont modifiées et se lisent désormais comme suit :

“Article 35 nouveau : Les services publics personnalisés de l'Etat sont des services assurant une mission de service public et jouissant d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat.

Ils sont placés sous la tutelle de l'autorité administrative compétente.

Chaque service personnalisé :

- dispose d'un patrimoine et de règles de gestion propres ;
- exerce les activités limitées à l'objet de la mission.
-

Un service public personnalisé comprend notamment :

- **un organe délibérant ;**
- **un organe d'exécution ;**
- **un poste comptable.**

La création, les missions et l'organisation des services publics personnalisés sont fixés par décret “.

ARTICLE 2 : Des textes réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente ordonnance.

ARTICLE 3 : La présente ordonnance, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de la Loi n° 020/2005 du 3 janvier 2006 susvisée, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et communiquée partout où besoin sera.

Fait à Libreville, le 11 AOUT 2015

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat ;

Ali BONGO ONDIMBA

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;

Pr. Daniel ONA ONDO

Le Ministre de la Fonction Publique
Et de la Réforme Administrative ;

Jean Marie OGANDAGA

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics.

Christian MAGNAGNA